



Contre les violences policières et la répression d'Etat : mobilisation !

C'est maintenant incontestable, Rémi Fraisse a été tué par une grenade offensive lancée par les gardes mobiles alors qu'il manifestait pacifiquement contre le barrage de Sivens.

par la société d'économie mixte qui pilote les travaux, qui sont eux financés à 100 % avec de l'argent public.

Ces petits arrangements entre amis sont révélateurs. On nous ment effrontément depuis des années : il serait urgent de geler les salaires, les pensions, de réduire les dépenses utiles comme celles consacrées à la santé ou à l'éducation, car il n'y aurait pas d'argent dans les caisses. Un refrain répété à longueur de temps, au point que certains finissent par y croire. Et parallèlement à cela, les élus votent pour de nombreux projets très coûteux, et font cadeau de leur exécution à de grands groupes, Vinci et Bouygues pour les plus connus, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, la ferme-usine des Mille Vaches, sans parler des énormes centres commerciaux qui s'implantent partout.

La dégradation de nos conditions de vie et les dégâts sur l'environnement leur importent peu, tout autant qu'ils se fichent des intérêts des travailleurs quand ils suppriment des emplois, restructurent ou augmentent la charge de travail pour plus de rentabilité : ils ne s'intéressent en fait qu'à leurs profits. Voilà la violence dont font preuve le patronat, les actionnaires et les banquiers, et le gouvernement à leur service.

Violence policière pour museler la contestation

Comment ne pas être choqué quand Valls déclare que les affrontements en marge de plusieurs manifestations sont « *une insulte à la mémoire de Rémi Fraisse* » ? Aidé dans cette besogne par les médias, il cherche à faire parler de violences urbaines plutôt que de la responsabilité des forces de l'ordre, de leurs donneurs d'ordre et du gouvernement dans la mort d'un étudiant de 21 ans. Le ministre de l'Intérieur, Cazeneuve, a quant à lui parlé de « *débordements inacceptables* ». Mais quel est le rôle exact de la police, alors que des photos montrent que des agents de police encagoulés infiltraient les manifestations en se déguisant en « casseurs » ? La réalité, c'est que pendant toute la semaine, les mobilisations – ponctuées de provocations policières – ont été violemment réprimées.

Lorsqu'une partie de la jeunesse se révolte, l'Etat emploie une répression violente et criminelle, envoie ses flics et nervis pour empêcher toute contestation. De la même façon qu'il s'en prend aux salariés quand la répression patronale et les sanctions disciplinaires ne suffisent plus à les faire taire.

Violence sociale pour satisfaire une minorité de capitalistes

Le barrage de Sivens profiterait à un tout petit nombre de gros exploitants agricoles. Il est le résultat de conflits d'intérêts et d'alliances politiciennes : à la base de ce projet, il y a les notables du PS, la FNSEA – championne de l'agro-business –, des banques et des grands groupes. Les études préalables à la construction ont été basées sur les chiffres de la chambre d'agriculture, tenue par la FNSEA, et réalisées

Notre arme : la mobilisation

Ce que le gouvernement craint le plus, c'est la mobilisation commune des travailleurs, des jeunes et de toute la population. Participons aux manifestations pour exiger l'arrêt définitif des travaux du barrage de Sivens ; la création d'une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur la mort de Rémi Fraisse et sur les méthodes de la police ces derniers jours et le désarmement de celle-ci et l'interdiction immédiate des armes soi-disant non létales (grenades offensives, flashballs, tasers, etc.)

A Rouen, à la suite de la dernière manifestation en l'hommage à Rémi Fraisse, et contre la répression d'Etat, l'occupation de la place du Palais de justice s'est organisée depuis mardi soir. Baraques en palettes, tentes, débats, cette occupation à laquelle participent des personnes organisées ou non, militantes ou non, doit avoir tout notre soutien actif !

« La grande peur de Hollande depuis le début du quinquennat, c'est une explosion sociale, et notamment de la part de la jeunesse », a confié un élu proche du chef de l'Etat au journal Le Monde.

Au-delà du drame du Testet, les raisons de se révolter contre sa politique ne manquent pas. La seule chose qui a augmenté autant que le chômage et la misère, c'est les profits du CAC 40 et la fortune des riches. Et plus ils se gavent, plus ils en veulent. Le Medef réclame maintenant la fin du CDI.

Bien des travailleurs réagissent. Ce qui manque, c'est la coordination des luttes aujourd'hui éparpillées. Des syndicats, des associations et des organisations politiques, dont le NPA, **appellent à manifester le 15 novembre contre le budget d'austérité.** C'est une occasion de dire sa colère, prendre contact, discuter. De mettre en avant des objectifs communs : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans perte de revenus, augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 euros par mois.

Comme d'habitude, des marchands d'illusions expliqueront qu'il s'agit de patienter jusqu'à 2017 et de bien voter. Mais dans la rue, nous aurons des choses bien plus urgentes et sérieuses à organiser !

Départs : 10h Boulingrin ; 10h30 Place Hôtel de Ville Sotteville (Manif à Paris à 14h à Denfert Rochereau). Adresse pour les inscriptions
agglorouen15novembre@yahoo.fr

GAD : méthodes patronales de voyous

Les abattoirs Gad en Bretagne ont connu 1200 suppressions de postes ces derniers mois, avec des fermetures de sites. Celui de Josselin dans le Morbihan a été repris par le groupe Intermarché, avec 225 salariés en moins (530 sur 755). Vendredi 17 octobre, les salariés étaient convoqués dans la salle polyvalente du village, une file de droite, une file de gauche, et ils passaient par ordre alphabétique. C'est là qu'on faisait le tri : vous restez, vous partez ! Quelle élégance !

Et voici que quelques jours plus tard, les dirigeants se rendaient compte qu'il n'y avait pas assez de monde, et rappelaient 17 salariés parmi les licenciés. C'est ce qu'on enseigne dans les écoles de management moderne ?

Gaz, électricité : augmentations scandaleuses

Les tarifs du gaz et de l'électricité ont encore augmenté au 1er novembre : 2,31% pour le gaz, après une hausse en octobre de 3,9%.

Pour l'électricité, c'est 2,5%. Une entreprise comme EDF qui pleure misère, alors qu'elle fait des bénéfices record : 3,6 milliards en 2013 et déjà 3,1 milliards rien que pour le premier semestre 2014 !

La seule raison pour ces augmentations largement supérieures à l'inflation et à la hausse des salaires, est que c'est bientôt l'hiver et que bien sûr, ces deux entreprises veulent remplir leurs coffres forts. Sans parler du gouffre que représente l'EPR de Flamanville, avec des surcoûts de plus de 5 milliards, qu'EDF essaie de faire financer par...nous.

Grève dans les palaces parisiens

Les mouvements sociaux se répandent dans les palaces parisiens. Après la victoire fin septembre des salariés de ménage du Park Hyatt Vendôme, puis de ceux du Hyatt Paris Madeleine, c'est au tour de ceux du Royal Monceau Raffles (propriété d'un fonds qatari possédant aussi des palaces à Cannes) de se mobiliser. Ils sont en grève illimitée depuis début octobre pour deux euros de plus de l'heure, une prime de 10 euros par lit supplémentaire dans une chambre, le ralentissement des cadences, et la fourniture de matériel adéquat. Les chambres peuvent coûter jusqu'à 25 000 euros la nuit pour une suite mais les femmes de chambre gagnent 1450 euros nets et un 13ème mois contre 2000 à 2200 euros net et un 15ème mois au George V par exemple. Comme le dit très justement une de leurs pancartes : "mon palace est un rapace".